

**"C'est à notre tour de  
nous bouger le cul": les  
étudiants parisiens  
installent des migrants  
dans la fac de Paris 8**

31/01/18 10h51

PAR  
Pierre Bafoil

Après Nantes et Lyon, un regroupement autogéré de collectifs parisiens occupe un bâtiment entier de l'université Paris 8, à Saint-Denis depuis mardi 30 janvier. Ils y ont logé de force une trentaine de migrants qui y ont passé la nuit sans être évacués. Récit de cette première journée d'occupation.

Les quantités de nourriture collectée, de matelas, de couvertures ou de vêtements le prouvent : l'opération est minutieusement préparée depuis plus d'un mois. "*On investit un bâtiment de Paris 8 pour loger des exilés qui dorment dans la rue*, résume un étudiant de l'université en réajustant son écharpe. *Aujourd'hui, c'est à notre tour de nous bouger le cul.*"

En écho aux initiatives d'occupations étudiantes et citoyennes lyonnaises ou nantaises, mardi 30 janvier, un regroupement de collectifs parisiens, essentiellement composés d'étudiants, a investi le bâtiment A de l'université Paris 8 pour y installer des migrants "dublinés". Objectifs : leur permettre de dormir sous un toit, protester contre la politique migratoire et, à terme, négocier une régularisation générale.

### **"Le mouvement commence enfin"**

Ceux qui se font appeler "*le comité de soutien aux occupant.e.s du bâtiment A*" ont d'abord pensé à d'autres lieux de la capitale, plus centraux, peut-être plus symboliques. Trop compliqué, pas assez sûr. Ça sera finalement Paris 8, à Saint-Denis, choisie pour sa taille et ses nombreuses sorties mais aussi pour la sensibilité de gauche de ses étudiants et de ses professeurs.

Mardi, aux alentours de midi, environ soixante étudiants de plusieurs universités escortent discrètement une dizaine de migrants dans des salles d'un bâtiment reculé de la faculté de Saint-Denis. A midi et demi, trois salles sont occupées au deuxième étage. Les entrées sont sécurisées, les lieux nettoyés et le ravitaillement mis en place. *"Le mouvement commence enfin"*, se réjouit un jeune d'une vingtaine d'années, les bras chargés de cageots de mangues.

### **Evacuation aux aurores**

Jusqu'au dernier moment, l'incertitude régnait. Plus tôt le matin, tout a failli être annulé. Les rares personnes au courant sont alertées par sms : *"On avorte, grosse évac."* L'opération, fixée pour 10h30, chancelle. Les migrants prévenus, ceux qui dorment chaque nuit dans des tentes aux portes de la Chapelle et de la Villette ont été évacués aux aurores. La quarantaine de personnes qui devaient être conduites à l'université a disparu, emmenées dans les bus des CRS.

Une petite psychose s'installe. *"Ils n'ont évacué que la partie du canal où logeait ceux qui devaient nous accompagner"*, peste un militant qui s'interroge sur une fuite éventuelle.

### **"On ne peut plus reculer"**

Mais alors que tout le monde baisse les bras, une dizaine de personnes arrivent au point de rendez-vous. En majorité soudanais, érythréens, éthiopiens et guinéens. Eux sont dans la boucle depuis le début. *"Ça fait un mois qu'on leur promet un toit, on ne peut plus reculer."* L'opération est réactivée, une nouvelle salve de sms est envoyée depuis des téléphones spécialement achetés pour l'occasion. Pendant ce temps à Saint-Denis, des étudiants de la fac se postent par petits groupes pour baliser le passage. Ils indiquent la route à suivre pour accéder au bâtiment A dans les dédales de Paris 8. Un

signe de tête, un sourire montre le chemin à ceux qui savent, venus de toutes les universités parisiennes.

### **Cuisine, communication et dortoir**

En moins de deux heures, des banderoles sont fixées aux fenêtres "*Bâtiment à occuper*", "*Les exilé.e.s occupent le bâtiment A, rejoignez nous*". Les trois salles de classe à l'étage sont réparties en plusieurs pôles.

La première pièce est une cuisine de fortune où sont acheminées des centaines de sandwiches préparés par des "teams" d'étudiants, des dizaines de caisses de vivres, de légumes, de boissons. Pendant quelques heures, la nourriture est introduite avec une facilité déconcertante dans la fac. Seuls quelques vigiles semblent être au courant de ce qui se passe, sans en prendre réellement la mesure.

### **"On est là pour eux"**

Une salle est investie par le "pôle com", sorte de cellule de crise où les étudiants pianotent sur leurs ordinateurs pour ameuter les réseaux sociaux, écrire les communiqués, prévenir les journalistes, imprimer les tracts. Une équipe prévient la présidence de la faculté. Une autre est chargée d'aller prévenir un maximum d'étudiants de ce qu'il se trame dans le bâtiment A.

Des règles sont fixées pour s'adresser aux médias. "*Pas moins de trois personnes, toujours un exilé présent.*" Un étudiant explique. "*On est pas là pour nous, on est là pour eux. Tout est fait en accord avec les exilés. C'est d'abord pour les loger qu'on est ici, pour qu'ils aient un toit.*"

## **Abandon du règlement de Dublin**

Le toit en question est dans la troisième salle. Un dortoir de fortune y est rapidement constitué. Des lits sont dressés. Quelques matelas en durs, des tapis de sols, des sacs de couchage. S'y s'installent une dizaine d'hommes aux traits tirés. Tous migrants en situation irrégulière. Tous "dublinés", selon cette procédure qui veut que le premier lieu où une personne dépose ses empreintes soit celui où elle est expulsée.

L'abandon du règlement de Dublin, c'est une des revendications majeures du communiqué de presse du "comité de soutien aux occupant.e.s". L'un d'entre eux précise. *"Les revendications sur le papier sont notre ligne politique. On a bien conscience que ce n'est pas du ressort de l'université.*

*Désormais, il va s'agir d'établir les revendications précises en accord avec les exilés, en association avec eux. Notre priorité était qu'ils aient un toit."*

**"J'aimerais que tout ça s'arrête"**

Abderramane\*, la petite vingtaine, une casquette rouge floquée "Paris" sur la tête, s'insurge lui-aussi contre le règlement de Dublin. Il est en France depuis six mois. Six mois passés sous les tentes de la Chapelle et de la Villette. A chaque fois qu'il tente une demande en préfecture, il est menacé d'être renvoyé en Italie. Aujourd'hui, il est fatigué. *"Pour nous, les dublins, c'est absurde. Quand on descend du bateau, on donne forcément nos empreintes en Italie. Et en France on nous dit, "t'as demandé l'asile là-bas", explique-t-il, las, dans un français très fluide. Mais pas du tout, c'était juste obligatoire en fait. J'aimerais que tout ça s'arrête."*

Haïssa\* aussi est "dubliné". Il vient de Guinée Conakry. L'air un peu hagard, le jeune homme de 19 ans est arrivé en bateau, échoué sur les côtes italiennes il y a sept mois. Là-bas, on lui a pris ses empreintes avant de le laisser partir. Il a tenté un temps de passer par Vintimille. "*Les conditions étaient trop dures*, souffle-t-il. *J'ai décidé de passer par l'Allemagne.*" A partir de là, il rejoint la France. Après un mois passé à porte de la Chapelle, dans une tente, il est envoyé en centre d'accueil et d'orientation (CAO). Il l'a quitté pour rejoindre Paris 8.

"*Je suis heureux d'être ici*, souffle-t-il. *J'étais étudiant dans mon pays, j'aimerais étudier ici aussi. J'aimerais parler mieux français.*" L'accès aux études pour les exilés, une autre des demandes du comité de soutien.

### **Silence radio**

Aux alentours de 15 h, des rumeurs enflent. La présidence de l'université n'a toujours pas répondu et les vigiles, bloqués par les étudiants à l'entrée du bâtiment, laissent entendre que la préfecture va faire évacuer. Silence radio du côté de la communication de l'université. Contactée par *les Inrocks*, elle n'a pas répondu.

Il s'avère finalement que la préfecture n'est pas prévenue. Parallèlement, la présidence a envoyé un mail aux enseignants où elle enjoint les occupants à libérer les lieux, tout en admettant que "*l'opposition au durcissement de la politique du gouvernement à l'égard des migrants appelle des formes de mobilisation ouvertes et discutées entre associations et collectivités*".

Les occupants décident de passer outre pour l'instant. La décision est prise d'envoyer des équipes chercher d'autres migrants à la Chapelle. Et de prendre possession de l'étage inférieur afin d'avoir la quasi-totalité du bâtiment.

### **"Qu'est-ce que l'idée est belle"**

A 17 heures, sans aucune résistance, ni des vigiles ni de l'administration visiblement dépassée, trois salles supplémentaires sont investies. Une dizaine de nouveaux migrants parviennent à rejoindre le bâtiment. Ils sont désormais une petite trentaine.

Tout l'étage supérieur est alors consacré au couchage. La logistique déménage au rez-de-chaussée.

Quelques professeurs passent assurer leur soutien aux étudiants.

Véronique Francisco, secrétaire pédagogique de la fac, vient saluer l'initiative. *"Ça manque peut être un peu de communication, mais qu'est-ce que l'idée est belle, se réjouit-elle. En 2018, c'est ce dont on a besoin. A un moment, il faut savoir dire stop."* Avant de partir, elle promet de soumettre l'idée d'un soutien officiel à son syndicat. Un mouvement doit être soumis au vote mercredi par le corps enseignant à propos de la réforme post-bac. *"Peut-être l'occasion d'une convergence des luttes"*, se rigole une étudiante.

### **Une nuit de sursis**

A cet instant, du côté de la présidence de la faculté, on assure à la délégation qui campe devant la porte que les étudiants ne seront pas délogés par la force. Une nuit de sursis.

Mais il est désormais impossible de rentrer dans la faculté sans montrer sa carte de Paris 8. Toute sortie est définitive. *"Une de nos revendications, un des points de négociation sera une libre circulation des exilés, dans la fac et dehors"*, prévient un participant.

A l'assemblée générale de fin de journée, ils sont plus d'une centaine entassés dans la grande salle du bas. Un mot d'ordre : pas de responsable désigné, pas de leader, mais une autogestion collective. Certaines questions comme l'accès aux douches du gymnases sont mises à l'ordre du jour en vue d'être négociée avec l'administration. On compte les volontaires pour passer la nuit et sécuriser les entrées. Une trentaine de mains se lèvent. Chaque propos est traduit en anglais et en arabe.

### **"Réduits à une condition d'animal"**

Des migrants prennent la parole. Epuisés pour la plupart, ils ont peine à cacher leur émotion. Tous remercient les étudiants pour cette initiative. Racontent leurs histoires. Expliquent pourquoi ils sont venus. Et comment ils ont déchanté.

Kamal\*, un Soudanais d'une vingtaine d'année dort depuis deux ans dans la rue. *"Dans notre pays, la guerre est notre quotidien, du matin au soir."* Devant l'assemblée silencieuse, il se souvient: *"On nous a appris à l'école que la France est une terre d'asile. Mais il y a un choc, une différence entre ce qu'on nous a dit et la réalité à laquelle nous sommes confrontés."* Personne ne moufte dans la salle. L'excitation de l'occupation est retombée, on prend conscience de l'action. *"Je demande à la France, au nom des migrants, de nous donner des droits. Des droits fondamentaux, comme se loger. Ne pas les avoir, c'est nous réduire à une condition d'animal, pas d'être humain."*

### **"Pas le luxe, mais on a bien dormi"**

Pour bon nombre d'entre eux, la nuit de mardi à mercredi est la première qu'ils passent dans du dur depuis des mois, sans la crainte immédiate d'être expulsé le lendemain. Ils sont cinquante étudiants à rester à leur côté sur place toute la nuit. *"C'est pas le luxe, mais on a bien dormi"*, sourit l'un d'entre eux au réveil

Un rendez-vous est prévu avec la présidente de Paris 8 mercredi en fin de matinée. Le comité de soutien est confiant. L'un d'entre eux pense même qu'ils vont *"avoir la semaine"*, sans évacuation. Une première depuis longtemps à Paris.

*"On compte se mettre en lien avec d'autres facs et générer des solidarités avec le mouvement étudiant"*, assure un étudiant de Paris I. Kamal, le soudanais, se prend à rêver. *"Cette situation pourrait vraiment changer les choses."*

Le 30 janv. 2018 à 15:16, [mapomme@riseup.net](mailto:mapomme@riseup.net) a écrit :

cip-idf

-----

----- Courriel original -----

APPEL A SOUTIENS !

Nous sommes des exilé.e.s avec ou sans papiers, des étudiant.e.s, des travailleurs.euses, des personnes précaires.

Nous vous appelons à rejoindre notre mobilisation sur la situation des personnes exilées !

Nous nous inscrivons dans le mouvement de lutte contre les politiques migratoires mises en place en Europe.

Ces politiques ont notamment donné naissance au règlement de Dublin qui déresponsabilise l'Union Européenne en matière d'immigration.

Ce règlement fait des Etats les seuls responsables de l'examen des demandes d'asile. Cela se traduit par l'expulsion des personnes vers le pays par lequel elles sont arrivées dans l'UE mais aussi par des conditions d'accueil, de traitement et de circulations répressives.

En France, le projet de loi "Asile et immigration" porté par le gouvernement d'Emmanuel Macron va conduire à un durcissement de ces politiques et des pratiques qui y sont associées.

Ainsi, nous nous rallions aux occupations lancées à Lyon et à Nantes en occupant le bâtiment A de l'Université Vincennes Saint-Denis.

Dans ce cadre, nous invitons ceux-celles qui le souhaitent à rejoindre le mouvement et à nous apporter un soutien de quelque nature qu'il soit, c'est-à-dire financier, juridique, matériel ou humain.

Les [occupant.es](http://occupant.es) de P8